

# vivre MIEUX

LE MAG'  
DES FAMILLES

Auvergne-Rhône-Alpes

**JEUNESSE : GÉNÉRATION  
DÉSENCHANTÉE ?**

PLACE À L'ACTION

ESCAPE GAME DE LUTTANGE  
ET « FESTIV'ADOS »

**DES PROJETS  
ET DES HOMMES**



**D**ans un monde marqué par différentes crises écologiques, politiques et économiques, comment les jeunes peuvent-ils trouver un projet fédérateur auquel s'identifier ? Devenus pragmatiques et loin de toute idéologie, ils font leur marché entre des valeurs plutôt modernes d'ouverture (respect des minorités, lutte contre toutes les formes de discriminations) et des valeurs dites traditionnelles : la famille est devenue protectrice, dans un contexte Covid où ils sont très sévères sur l'action de l'État, qui ne les a pas assez protégés. Leur rupture avec l'action publique nationale semble ainsi consommée, et ils sont de plus en plus mal à l'aise avec le principe de représentativité. S'ils ont un sentiment d'urgence sur une série de sujets, selon eux la réponse viendra de moins en moins, voire plus du tout, du politique. Ce n'est pas pour autant qu'ils ont perdu la volonté d'agir. Ils le font autrement, moins collectivement sans doute, mais avec des engagements individuels forts.

Les différentes données sur la participation associative des nouvelles générations\* ne montrent aucune désaffection, comme c'est le cas pour les partis politiques ou les syndicats. 36 % des 18-29 ans déclarent adhérer à une association, un chiffre qui n'a pas bougé depuis 30 ans. En revanche des transformations semblent à l'œuvre en ce qui concerne le domaine d'engagement. Les secteurs de l'humanitaire, du caritatif, de l'environnement et de l'entraide, sont en hausse constante passant de 5 % en 1981 à 15 % en 2018. Loin toutefois derrière les organisations sportives (18 %) et les organisations culturelles (9 %). Mais avec des aspirations nouvelles en termes de participation à la prise de décision au sein des associations, qu'ils souhaitent moins hiérarchisée et plus horizontale. Moins pour en esquiver les responsabilités, que par souci d'exigence démocratique. La libre initiative et la volonté d'expérimentation sont ainsi à la base de nouvelles modalités d'actions. Une évolution que l'on retrouve également dans leur nouvelle façon d'envisager le travail, qui doit leur laisser plus de liberté.

Pourtant en 2017, seuls 7 % des présidents d'association avaient moins de 36 ans alors que le taux monte à 41 % pour les présidents de plus de 65 ans.

A nous de leur faire de la place dans nos associations, qui ont un gisement de personnes d'avantage prêtes à s'engager qu'il n'y paraît !

\*<https://injep.fr/publication/la-participation-associative-des-jeunes/>

**Gylaine Brohan,**  
**Présidente de Familles Rurales, fédération nationale**

## SOMMAIRE

### DOSSIER :

- P. 3 **Jeunesse : génération désenchantée ?**
- Faut-il étendre le droit de vote à 16 ans ?
  - Travailler oui, mais moins et autrement
  - Réduire son empreinte écologique
  - Un engagement à réinventer
- P. 8 **PLACE À L'ACTION**
- P. 10 **CE QU'EN PENSENT LES JEUNES**
- P. 11 **PROTÉGER SES DONNÉES SUR LES RÉSEAUX**

### LA DYNAMO :

- P. 12 • La première école inclusive des métiers du bâtiment
- P. 13 • Aurélie Moy, hors des sentiers battus
- P. 14 • Tom et Josette : un pont entre les générations

Directrice de publication : Gylaine Brohan  
Directeur de la rédaction : Guillaume Rodelet  
Rédactrice en chef : Niki Vouzas  
Ont également contribué à ce numéro :  
Marina Julienne (journaliste)  
Mise en page : Françoise Barbier  
Crédit photos : Adobe Stock  
Dépôt légal : à parution

Impression :  
Imprimerie Vincent  
32 avenue Thérèse Voisin  
37042 TOURS CEDEX 1  
Imprimé sur papier PEFC  
Trimestriel - Numéro 19



**Familles Rurales**  
Fédération nationale  
7 cité d'Antin - 75009 PARIS  
Tél. : 01 44 91 88 88 / Fax : 01 44 91 88 89  
[vivremieux@famillesrurales.org](mailto:vivremieux@famillesrurales.org) - [www.famillesrurales.org](http://www.famillesrurales.org)  
*Familles Rurales est une association loi 1901, reconnue d'utilité publique, ne relevant d'aucune sensibilité politique, syndicale ou confessionnelle, agréée et habilitée par de nombreux ministères. Le Mouvement regroupe 121 000 familles adhérentes, 1 850 associations locales, 25 000 bénévoles et 17 000 salariés.*



# JEUNESSE : GÉNÉRATION DÉSENCHANTÉE ?

DOSSIER

« Va t'faire vivre ! », « Basculons ! », « Engageons-nous ! », clament les jeunes dans plusieurs livres et manifestes. C'est le paradoxe : alors que le sentiment de bonheur s'est effondré dans cette génération qui se dit en perte d'idéal et plébiscite des valeurs traditionnelles comme la famille et le travail, une partie des jeunes n'hésite pas à remettre en cause les fondements d'une société qu'ils jugent beaucoup trop injuste et inégalitaire.

Ils veulent un travail qui ait du sens et leur laisse de la liberté, mais dans le même temps ils sont demandeurs d'autorité ; ils attachent une grande importance à la famille mais ne partagent pas les aspirations de leurs parents pour un idéal qui se résume souvent à « un CDI/une maison/une voiture ». Ils sont abstentionnistes aux élections et pourtant toujours plus engagés dans de nombreuses associations. Difficile décidément de coller une étiquette à cette génération Y-Z ; Sacrifiée ? Précarisée ? Égoïste ? Désenchantée ?

« En tout cas, c'en est fini de cette jeunesse du « tout est possible » des années 70, relèvent Frédéric Dabi et Stewart Chau, co-auteurs de *La fracture* (Ed Les Arènes), synthèse d'une série d'enquêtes d'opinion menées par l'IFOP depuis 1950 sur les idéaux et les valeurs de la jeunesse. *A cette époque régnait un vent de liberté : le mouvement de libération des femmes, la loi pour l'IVG, la mise en place du divorce par consentement mutuel, l'abaissement de la majorité de 21 à 18 ans, tout cela avait propulsé les jeunes au coeur des enjeux de société, les rendant acteurs et moteurs du changement social* ».

Ce qui est marquant dans la dernière enquête, c'est l'effondrement du nombre de jeunes qui se disent « très heureux » : 19 % contre 46 % dans les années 2000, soit une chute de 27 points en 20 ans. Un jeune sur trois estime que « *vivre à notre époque est une malchance* », un score qui n'avait jamais dépassé les 18 % depuis 1957. Enfin, ils ne sont plus que 42 % à déclarer « *nécessaire d'avoir un idéal pour vivre* », alors qu'ils étaient 78 % à penser cela dans les précédentes enquêtes. Les attentats, la crise climatique, la crise du Covid, et enfin la guerre en Ukraine, ont sûrement précipité ce sentiment de désillusion.

Mais alors qu'est-ce qui motive les jeunes ? Première surprise : ils plébiscitent « la famille ». Parmi une cinquantaine de mots proposés, c'est ce terme qui génère le plus de jugements positifs. « *Sur la question des moeurs et de la morale (liberté sexuelle, contraception, égalité hommes femmes, etc), les divergences entre cette génération et la précédente se sont fortement réduites, explique S. Chau. De plus la crise du Covid a pour beaucoup renforcé les liens familiaux, la vision*

*protectrice de la famille a été re-légitimée.* » Deuxième surprise, le travail et surtout l'entreprise, ne sont plus l'objet d'un clivage idéologique. 78 % des jeunes sympathisants de gauche expriment des a priori favorables à l'égard de l'entreprise, et des termes comme « profit », « économie de marché », ou « compétitivité », pendant longtemps véritables chiffons rouges pour une partie importante des jeunes, suscitent désormais adhésion (autour de 60 % de sentiments positifs) ou indifférence.

La crise majeure de l'emploi dans les années 80 pourrait expliquer ce changement. Mais attention, dans le même temps, cette jeunesse attend des entreprises qu'elles interviennent sur des enjeux ayant des impacts positifs sur la société, qui vont bien au delà de leurs missions de création de biens et de richesses. Dans cette logique, ils plébiscitent les PME, l'auto-entreprenariat et les start-up, mais attribuent 62 % de connotation négatives aux GAFA.

C'est ce qu'on retrouve clairement exprimé dans le chapitre sur le travail du livre *Va t'faire vivre*, (Ed Hachette) dans lequel trois jeunes co-auteurs-trices, expliquent « *comment surmonter le 21<sup>ème</sup> siècle avec des potes, des bières et des idées* » dans un ouvrage moins loufoque qu'il n'y paraît. Ils rappellent notamment que « *la priorité des priorités des entreprises doit être d'avoir un impact positif sur le vivant et la survie de l'espèce humaine, et de répondre à des besoins sociaux clairement identifiés plutôt qu'à des objectifs financiers* ».

La famille, le travail (mais pas n'importe lequel)... et la patrie ? Encore une surprise dans *La fracture*, la demande d'autorité n'est plus taboue. Le vocable « autorité » recueille chez les 18-30 ans autant de connotations positives que chez le reste des Français, et un tiers des jeunes adhère même à l'idée que l'armée puisse diriger le pays ! « *Ce qui acte le recul de l'idéologie libertaire post 68, et doit être relié à la montée spectaculaire de l'enjeu sécuritaire ces vingt dernières années* », estiment les auteurs.

Alors les jeunes seraient-ils en train de rejoindre les valeurs de droite de leurs aînés ? Sur une question comme celle de l'immigration par exemple, ils sont pourtant bien plus tolérants que leurs parents, ont une vision largement positive (60 %) du droit d'asile, et sont très favorables (70 %) au droit de vote pour les étrangers dans les élections locales, tandis que 58 % des seniors le refusent. Mais si au premier tour des présidentielles, le candidat de la France Insoumise a recueilli 31 % des suffrages des 18-24 ans, Marine le Pen en récupère 26 % et Emmanuel Macron 20 % (sondage Ipsos).

La jeunesse penche donc de moins en moins à gauche. En revanche, elle est toujours plus abstentionniste et hyper défiante envers le personnel politique (cf article p.7). Pour résoudre les importantes crises climatiques et sociales, les jeunes comptent donc d'abord sur eux-mêmes. Signatures de pétitions, création d'associations, mises en exergue de jeunes ayant eu des « parcours inspirants », les initiatives foisonnent pour « donner du

sens » à leur vie. « *Cette jeunesse a une capacité à ne pas se contenter des choses telles qu'elles sont sans forcément faire la révolution* », estime Stewart Chau. Johan Reboul est l'auteur du *Guide du jeune engagé* (Ed Fleurus). A 16 ans, il lançait sa première pétition pour demander à Ferrero, le plus grand consommateur d'huile de palme, de stopper l'utilisation de ce produit, et appelait à boycotter les marques de la multinationale (Nutella, Kinder, etc...) « *Je me suis alors rendu compte que malgré mon jeune âge, je pouvais avoir une influence*, raconte l'auteur de cette pétition signée aujourd'hui par 230 000 personnes. *J'ai même reçu un coup de fil de Ferrero ! Les multinationales n'ont pas pour autant changé leur comportement, mais plusieurs marques ont lancé des produits équivalents sans huile de palme, et l'absence de cet ingrédient est devenue un argument marketing* ».

Combien sont-ils comme lui à vouloir agir sur le monde avec leur seul enthousiasme ? Récemment, plusieurs jeunes diplômés de grandes écoles se sont ouvertement rebellés contre le système auquel leurs études les avaient préparé. Lors de la cérémonie des diplômes de AgroParisTech en mai 2022, certains ont publiquement appelé leurs camarades à désertir des emplois « destructeurs » ... et secoué un milieu peu habitué à ce genre de happening. Puis c'est à la prestigieuse école Polytechnique qu'un scénario équivalent s'est répété. Le PDG de TotalEnergies, qui avait enregistré un message de félicitations aux élèves s'est fait siffler, avant que l'un des jeunes diplômés se lance dans un discours digne d'un Jean-Luc Mélenchon : « *J'aurais pu rejoindre sans problème ce monde capitaliste que j'avais beaucoup côtoyé, accepter un poste qui me donnerait accès à tous les privilèges du polytechnicien : l'argent, le pouvoir, le prestige. J'aurais pu croire à ces promesses de responsabilité sociétale des entreprises et de croissance verte, croire que j'allais changer les choses de l'intérieur... Avant que ce ne soit le système qui change mon intérieur. Je souhaite bon courage à ceux qui tentent cette voie, mais personnellement je ne souhaite pas être un pion utile du système.* »

Difficile de mesurer l'ampleur de ces initiatives très relayées par les médias. « *Réussir sa vie dans un système qui la détruit n'a aucun sens* » s'indignent dans l'ouvrage collectif « *Basculons !* » (Ed. Actes Sud) une quarantaine de jeunes de 18 à 30 ans révoltés contre notre modèle de société, et dont chaque témoignage se veut inspirant pour tous ceux et celles qui voudraient à leur tour « basculer ». « *Nous serons la génération actrice du changement* », estime de son côté Johan Reboul. « *Les jeunes sont dépolitisés, mais ils ne sont pas désengagés, rappelle Frédéric Dabi, ils sont plus dans une logique individuelle sur le mode "qui mieux que moi peut faire avancer ma cause" et vont s'investir plutôt dans des mouvements associatifs, dans des collectifs pour le climat ou pour l'égalité hommes-femmes.* »

Dans un monde où l'ère numérique permet à tous de devenir communicants, ils aspirent à être les acteurs d'une société plus juste, plus équitable, plus écologique. Et semblent tout, sauf résignés.

## POUR

**Martine Filleul**, sénatrice PS du Nord, est l'auteure d'une proposition de loi pour le vote à 16 ans, qui n'a pas été approuvée par le parlement.

- « 1. La France n'est pas accueillante à sa jeunesse. Lui accorder ce droit serait lui donner une marque de confiance forte.
2. Les jeunes sont très engagés sur plusieurs questions telles que les questions environnementales, et d'égalité homme/femme. Pour faire entendre leur point de vue, ils n'ont que les manifestations et les pétitions. De plus, les élèves des filières professionnelles, sont déjà confrontés à des problématiques publiques : respect des conventions collectives, rémunérations, ... C'est important qu'ils soient réellement associés aux grandes questions de société.
3. Beaucoup estiment que puisqu'ils s'abstiennent déjà en masse à 18 ans, il ne servirait à rien de leur donner ce droit de vote plus tôt. Or les chercheurs en sciences politiques ont montré que plus on commence à voter jeune, plus on devient un votant régulier. 18 ans ce n'est pas un bon âge pour démarrer, car on est préoccupé par le choix de ses études, d'un premier métier. A 16 ans, le cadre familial et scolaire peut vous entraîner à aller voter.
4. En Suisse, en Allemagne, on peut voter dès 16 ans dans certains cantons et Länder. Depuis 2007, les Autrichiens de 16 ans votent à tous les scrutins ! Et en Belgique, pour les élections européennes. Cependant, je ne suis pas pour un droit de vote « à la découpe ». Tous les scrutins se valent, et si on est citoyen, on l'est à part entière.
- En revanche je pense qu'il faut accompagner ce droit par un enseignement des sciences politiques dès le collège, et en rendant obligatoires les conseils municipaux de jeunes dans les communes de plus de 5 000 habitants. »

## CONTRE

**Sarah El Haïry**, Secrétaire d'État auprès du ministre des Armées et du ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, chargée de la Jeunesse et du Service national universel.

« Je souhaite d'abord préciser que le fait d'être favorable ou opposée au droit de vote des jeunes dès 16 ans, ce n'est pas être pour ou contre la jeunesse. Pour moi l'enjeu principal c'est la lutte contre l'abstention des jeunes : 9 sur 10 se sont abstenus aux dernières élections régionales, c'est considérable !

Nous avons pourtant une jeunesse très engagée dans de multiples associations. Il faut donc donner aux jeunes l'envie d'avoir envie de voter, en leur apprenant à voter. Comment ?

En construisant un parcours de citoyenneté. Cela démarre par la démocratie scolaire avec l'élection des délégués de classe. Je rappelle aussi que dès 16 ans un jeune peut saisir le Conseil Economique Social et Environnemental (CESE) par le biais d'une pétition citoyenne. Il faut aussi faire vivre aux jeunes des simulations de travaux parlementaires, d'élections. Dans le cadre du Service National Universel, que je souhaite généraliser, les jeunes rencontrent déjà des élus, des responsables de bureaux électoraux, peuvent simuler les débats dans un parlement européen par exemple. Ils choisissent en votant un responsable de la maisonnée dans laquelle ils vivent. Enfin la Journée Défense et Citoyenneté (JDC) est une occasion de rappeler le fonctionnement des institutions à tous les jeunes.

Il serait aussi nécessaire de redonner ses lettres de noblesse à l'éducation civique, et que cette matière fasse peut-être l'objet d'une évaluation.

Il faut enfin moderniser le vote : en développant le vote par correspondance, le vote électronique, en facilitant l'inscription sur les listes électorales, en mettant des flash codes sur les cartes pour permettre aux électeurs de facilement savoir de quel bureau ils dépendent.



## TRAVAILLER, OUI, MAIS MOINS ET AUTREMENT

Matthieu Fleurance, co-auteur de « *Va t'faire vivre !* », a aussi fondé les collectifs « *Travailler moins* », et « *COJOB* » qui, à Nantes et à Paris, proposent aux chercheur(euses) d'emploi de sortir de l'isolement.

## RÉDUIRE SON EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

Consommer des produits locaux, dépenser moins, c'est une contrainte que certains jeunes se sont donnés pour que leur mode de vie soit en cohérence avec leur volonté de basculer d'un monde en crise vers un monde vivable. Une conduite plus ou moins facile à tenir, selon les domaines.

À 25 ans, Lucie Basch claque la porte de Nestlé. Etre toujours plus efficace quitte à jeter une partie de la production a dégoûté cette jeune femme diplômée d'un master management de Centrale Lille. A 26 ans elle lance Too Good to Go, une application alertant les consommateurs qu'un commerçant met en vente un panier d'invendus à prix cassés. Avec plus de 12 millions d'utilisateurs en France, 41 millions de repas sauvés, et une implantation dans vingt pays, la start-up est un acteur incontournable de la lutte contre le gaspillage alimentaire. Son ambition est d'agir à la racine, par des programmes d'éducation dans les écoles, et en faisant modifier la législation.

Cette « success story » est un bel exemple de la façon dont des jeunes peuvent s'emparer d'un sujet de la vie quotidienne pour le placer sur le champ politique et entraîner un véritable changement de comportement. Mais si de telles « mini révolutions » se sont produites dans l'alimentation, l'énergie (coopératives d'électricités locales et citoyennes), ou l'habillement (sites de seconde main, marques de vêtements « éco-responsables »), dans le secteur des nouvelles technologies il est très difficile d'échapper aux sociétés qui régissent le marché et de lutter contre la pollution numérique.

Côté matériel, on peut citer la marque hollandaise Fairphone, première à fabriquer des téléphones « éthiques », qui peuvent être facilement réparés. Ou le site BackMarket, fondé par Thibaud Hug de Larauze alors qu'il n'a que 26 ans. La valeur de ce leader du marché des nouvelles technologies reconditionnées est aujourd'hui estimée à plus de 1 milliard de dollars. Comme quoi sobriété ne rime pas forcément avec pauvreté !

Marion Graeffly et ses associés sont pour l'instant les seuls à s'être lancés sur le marché ultra-concurrentiel des opérateurs de téléphonie « *Nous sommes partis du constat qu'il fallait qu'un opérateur serve le citoyen, plutôt que de se servir lui-même* », explique cette jeune femme venue du marketing alimentaire. TeleCoop, qui fonctionne sur le réseau d'Orange, est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif, appartenant à ses sociétaires et qui offre des services télécoms plus transparents, plus écologiques et plus respectueux de la vie privée, pour permettre à chacun de se réapproprier ses usages numériques. « *Face aux grands opérateurs qui cherchent les prix les plus bas, nous proposons les prix les plus justes* ». Les clients paient en fonction de leur consommation réelle de données mobiles, ce qui favorise la réduction des usages. Ils bénéficient de conseils pour reprendre leur consommation en main et d'une aide forfaitaire à la réparation de leur téléphone. Avec 5000 abonnés pour 600 sociétaires, TeleCoop est encore peu connu. Mais l'initiative prouve que même dans le domaine de la consommation numérique, des marges de progrès sont permises.

## **Vous ne voulez pas occuper un emploi, pourquoi ?**

Nous sommes pris dans un système totalement inégalitaire, qui rémunère peu les personnes vraiment utiles à la société – le personnel de santé, les enseignants, les boulangers, etc... – et promeut un modèle où une vie accomplie se résume à l'achat d'une maison, la possession d'une voiture, et la possibilité de consommer de façon quasi illimitée.

Par ailleurs, tout notre système de solidarité (la retraite, la sécurité sociale) est basé sur l'emploi, il est donc très difficile d'échapper à cet injonction d'occuper un poste quelque part. Mais nous sommes quelques-un(e)s à pouvoir montrer qu'il est possible de travailler pour des tâches qui nous intéressent, nous épanouissent, sans participer à ce système fondé sur la croissance qui mène à la catastrophe.

### **Comment faites-vous pour vivre ?**

Je vis à la campagne, en colocation, je n'ai pas de voiture, donc j'ai besoin de peu d'argent. Je perçois le RSA, ce qui me permet d'accomplir plusieurs tâches sans être rémunéré : je suis bénévole pour différents projets, j'accompagne des jeunes qui sont en service civique,

j'ai du temps libre pour me former à différents métiers, et réfléchir à quel autre modèle de société serait possible. En ce moment par exemple je construis une « conférence gesticulée »\* sur le travail, un outil de l'éducation populaire qui permet de partager de façon vivante, souvent avec humour, ce qu'on a compris d'un sujet. Construire cette conférence va me demander 4 mois de travail dont 4 semaines de formation. Donc je n'ai pas d'emploi, mais je travaille !

### **Vous avez suivi une formation de boulanger, mais ne comptez pas exercer ?**

Effectivement, car j'ai suivi ce CAP pour apprendre à faire du pain, pas pour exercer le métier de boulanger. Mais si un jour j'ai besoin d'argent, je trouverais très facilement un emploi, il manque 10 000 boulangers ! Et si demain je trouve une boulangerie qui accepte de m'embaucher à temps partiel, et qui paie correctement, peut être que j'exercerais ce métier, en complément d'autres activités...

### **Vous avez pourtant fondé le collectif COJOB, pour aider les demandeurs d'emploi ?**

Oui, mais notre objectif est de changer le regard sur le chômage, de faire en sorte

que ces personnes se sentent mieux psychologiquement et socialement dans leur position de chômeur(euse). Il ne n'agit pas de les aider directement à trouver un emploi. Ce qui est difficilement compréhensible pour nos mécènes...

### **Est-ce que votre attitude n'est pas réservée à des jeunes issus de milieux favorisés ?**

En effet majoritairement, même si parfois les familles sont de milieux populaires. Mon père était ouvrier, ma mère employée, c'est grâce à eux que j'ai pu faire des études (Staps puis Master de gestion) et que je peux aujourd'hui penser par moi-même. Mes parents ont peur de mes choix, et je les comprends. Je ne demande pas aux personnes de leur génération de penser comme nous, mais de nous laisser trouver d'autres façons de vivre, plus respectueuses de l'environnement et des êtres humains.

\*[www.travaillermoins.fr](http://www.travaillermoins.fr)

\*\*<http://www.ardeur.net/conferences-gesticulees/>

\*\*\* <https://www.cojob.fr/>

## **UN ENGAGEMENT À RÉINVENTER**

**Non seulement ils sont « tous pourris » mais ils sont « tous impuissants » ! La perception désastreuse des hommes politiques par les 18-30 ans n'empêche pas les jeunes de s'engager pour la vie publique.**

Les données publiées dans *La fracture* sont sans appel : 81 % des 18-30 ans considèrent que « le personnel politique n'est pas honnête », et 82 % « ne croient pas en l'action politique pour résoudre les problèmes du pays ». Alors où les jeunes défendent-ils leurs idées ?

Ils sont nombreux à expérimenter une vie collective à grande échelle. A Bordeaux, Joigny, Pontivy, certains ont rejoint La bascule, collectif créé à l'initiative de l'entrepreneur Maxime de Rostolan. Objectif : accélérer la transition écologique et sociale, en réunissant des moyens humains et financiers afin de relier les initiatives engagées en ce sens. Dans ces lieux (l'ancienne blanchisserie d'une Abbaye, une ancienne caserne, une polyclinique désaffectée...), ils organisent des espaces de travail et de vie, souvent articulés avec des projets locaux. Accompagné par « L'université du Nous », ce mouvement de lobbying citoyen met en place un système de gouvernance partagée répartissant les rôles de chacun(unes) selon leurs compétences. *Basculons*, c'est aussi le titre d'un livre publié chez Actes sud, coordonné par deux volontaires de La Bascule : ici sont rassemblés les histoires de vie d'une cinquantaine de jeunes « qui emmerdent la croissance » et dont les parcours témoignent d'engagements forts pour promouvoir une justice sociale et bioclimatique.

Autre « arme » utilisée pour faire bouger les choses : l'humour. Justine Delahay, une des co-auteurs de « *Va t'faire vivre* », a plongé dans le surendettement après avoir emprunté 35 000 euros pour faire une école de commerce. « *Issue de la classe moyenne, j'ai voulu prendre l'ascenseur social et cela m'a coûté cher ! Je me suis retrouvée avec des copines qui n'avaient jamais eu de problème d'argent, et j'ai vite pris l'escalier de secours car je ne me sentais pas bien dans cet univers là, qui nous vend comme un*



*rêve ce qui n'en est pas un* ». Elle réalise alors que la communauté des jeunes qui traversent une période de turbulence existentielle est nombreuse. Et organise pour Makesense (qui crée des outils de mobilisation collective pour construire une société inclusive et durable) les premiers « apéros des paumés-es ». Paumé-e dans son job ? dans les élections ? dans ses finances, ? Tous les thèmes sont abordés, ce qui crée de l'entraide et de la motivation. Le succès est tel qu'elle publie *Le guide des paumés-es*, (ed Marabout), « qui redonne de la puissance pour changer le système, » estime Justine;

Dans un tout autre esprit, Makesense a lancé le programme Ré-action au premier confinement. Beaucoup de jeunes avaient besoin d'action concrète : ils pouvaient rejoindre un groupe sur une thématique donnée (climat, alimentation, sans abris, etc), Makesense leur communiquait tous les jours des informations sur leur sujet et leur proposait de participer à des actions sur leur territoire. Le succès a été immédiat. Depuis 2 ans, 18 000 personnes ont suivi ce programme, dont 70 % de jeunes entre 20 et 35 ans. 60 % continuent à agir trois mois après.

Abstentionnistes mais loin d'être attentistes, donc, les jeunes !

<https://universite-du-nous.org/>

## ESCAPE GAME DE LUTTANGE ET « FESTI'VADOS »

La fédération départementale de Moselle accompagne 9 associations sur son territoire, engagées dans des actions à destination de la jeunesse. La fédération a souhaité orienter son accompagnement vers la mise en place de projets jeunes, destinés à favoriser l'incorporation de la culture et de la créativité, dans nos zones rurales.

### DES ACTIONS POUR ET PAR LES JEUNES EN MOSELLE

Ces actions pilotées par la fédération se font de pair avec des groupes de jeunes, leur implication a fait naître des idées novatrices telle que la création d'un festival de rue, le « Festi'vados ».

C'est dans un cadre verdoyant que le festival « Festi'vados » a pris place du 25 au 29 juillet, sur le site du château de Verny. Pendant 5 jours, les participants ont pu découvrir une programmation riche et variée : cinéma en plein air, tables rondes sur des sujets d'actualité, visite du musée numérique, ateliers de création via le Fablab, rencontres avec des artistes et intervenants, spectacles (magie, théâtre,

musique)... Pendant toute la durée du festival les adolescents du club de Verny ont aussi procédé à des micros-trottoirs pour recueillir les avis des festivaliers.

Du côté de Luttange, les jeunes de l'association locale ont également pris part à la création d'un projet ludique et de divertissement : la création d'un escape game au sein du château de Luttange.

Aux côtés de leurs encadrants et d'un intervenant passionné qui a travaillé à l'élaboration de toute la structure fonctionnelle du jeu, les jeunes ont formé un collectif de travail pour ce projet. Conception et réalisation de décors, recherche de mobilier et d'idées... les jeunes ont fait preuve de créativité et d'investissement pour nourrir ce projet.

Aujourd'hui, l'escape game « le dernier secret » est finalisé, il est à découvrir sans tarder ! L'univers du jeu replonge les participants dans l'histoire des seigneurs de Luttange. Entre énigmes et mystères il faudra faire preuve de malice et de réflexion pour percer les secrets du château.

**Fédération départementale de la Moselle**  
**Contact :**

Par téléphone : 03 87 65 47 54

Par mail : [fd.moselle@famillesrurales.org](mailto:fd.moselle@famillesrurales.org)

Animateur jeunesse : Maximilien KIFFER  
[maximilien.kiffer@famillesrurales.org](mailto:maximilien.kiffer@famillesrurales.org)

Escape Game de Luttange :  
[contact@lederniersecret.fr](mailto:contact@lederniersecret.fr)

## **PROVOX : FAIRE ÉCHANGER JEUNES, ÉLUS ET RESPONSABLES ASSOCIATIFS**

La fédération du Nord participe avec le CRAJEP Hauts de France au projet PROVOX depuis 2019. Ce dispositif permet d'organiser tous les ans un dialogue structuré de la jeunesse en Hauts-de-France et d'accompagner les démarches pour sa déclinaison au niveau local (commune ou communauté de communes).

Le dialogue structuré est un dispositif développé par l'U.E depuis 2007. Il a pour objectif de faire échanger un public, les élus ainsi que les structures accompagnant ces publics dans le but de rendre plus efficaces les politiques publiques. Le CRAJEP Hauts-de-France a réuni un ensemble d'acteurs dans le but de mettre en place de dispositif à l'échelle régionale tout d'abord mais également d'essayer des expérimentations au niveau local.

Familles Rurales Nord s'est pleinement inscrit dans ce projet en apportant son expertise et surtout dans le but que les jeunes des territoires ruraux de la région puissent être représentés et s'y exprimer. Ainsi en 2021, la fédération a pu mettre en place un dialogue structuré sur le territoire du pays de Mormal axé sur la culture pour les jeunes de ce territoire. Une franche réussite qui a permis de réunir jeunes, associations et élus du territoire dans le but de faire émerger des propositions voulues par des jeunes pour faciliter leur accès à la culture. Ces propositions ont ainsi pu être remises aux élus afin qu'ils s'en emparent. Certains des jeunes ont également pu participer à l'événement régional et échanger avec des jeunes et des élus de toute la région.



## **L'ÉDUCATION POPULAIRE AU SERVICE DE LA CITOYENNETÉ DES JEUNES**

Dans le cadre du Service national universel, la fédération Familles Rurales du Morbihan participe depuis 3 ans à l'animation de séjours de cohésion portés par le Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports. Le dernier séjour s'est déroulé cet été et a rassemblé 200 jeunes âgés de 15 à 17 ans. Cette expérience collective de cohésion permet à ces volontaires de vivre des temps de grandes découvertes et d'échanges animés par des intervenants provenant d'associations, de l'éducation nationale ou des corps en uniforme. Familles Rurales a proposé une sensibilisation à la gestion de son argent et aux pièges de la consommation, ainsi qu'un parcours citoyen basé sur un jeu de piste interactif.

Pendant 3 heures, les participants du jeu de piste, créé par Animaskope, se sont orientés dans Vannes. Ils sont allés à la

rencontre d'une dizaine d'institutions afin de connaître leurs droits, leurs devoirs et les services proposés. Une participation sérieuse était nécessaire pour pouvoir répondre aux questions et poursuivre le parcours. Au-delà de l'aspect informatif, la démarche éducative a permis aux participants de s'épanouir globalement. En effet, ils se sont exercés à chercher par eux-mêmes en gagnant en autonomie, en mobilité, en se responsabilisant, en fonctionnant en collectif et en osant aller vers les autres. À tout cela, s'ajoute une ouverture aux outils participatifs numériques et aux services de démarches administratives en ligne. Lors de cette demi-journée citoyenne, le plaisir était bien présent grâce au scénario, à l'aspect ludique et interactif du circuit.

## JEUNES :

## TRAJECTOIRES NON TRACÉES

## CHLOÉ, 24 ANS

Chloé a 24 ans. Photographe, elle ne gagne pas encore sa vie, mais ne veut pas sacrifier sa passion pour la photographie à un autre métier lucratif mais qui l'ennuierait.

« J'ai obtenu un Bac Sciences et Technologies du Management et de la Gestion (STMG), mais je souhaitais faire une école d'art. J'ai donc suivi une mise à niveau en arts appliqués pendant un an, puis j'ai suivi pendant trois ans, par correspondance, un cursus d'études pour devenir photographe. Cela m'a permis d'avoir en même temps des jobs alimentaires comme hôtesse de caisse, femme de ménage, etc, durant mes études. J'ai obtenu mon diplôme de photographe il y a un an et demi, mais en attendant de trouver un travail, et parce que j'avais envie de m'engager, j'ai répondu à cette annonce pour un service civique, et j'ai été recrutée à l'association Familles Rurales de Verrières-en-Foréz, dans la Loire. Pendant six mois, je me suis occupée de la communication de l'association, de faire connaître leurs activités sur les réseaux sociaux. Cela m'a permis de rencontrer du monde, de constituer un petit réseau. J'étais payée environ 600 euros, 500 par l'Etat, 100 par l'association. A la suite de cela, j'ai décidé de retourner vivre chez ma mère, en région stéphanoise, pour m'installer comme auto-entrepreneuse. Car le temps passe, et ces emplois purement alimentaires me permettaient de payer mon loyer mais pas de me consacrer à mes projets ! J'ai donc créé mon entreprise, la société Cléo Kiddo (<https://www.cleo-kiddo.com/>, du nom de l'héroïne du film de Tarantino, Kill Bill). C'est compliqué de prendre le risque de se lancer. Je n'ai plus droit au chômage, mais je suis exonérée de taxes pendant un an. Le plus important pour moi, c'est de faire ce qui m'intéresse. J'ai la chance d'avoir été soutenue par mes parents, qui m'ont aidé à payer mes études (l'école de photographie était payante). En cas de besoin, je pourrais toujours revenir à des métiers de communication ou de marketing. Parfois on s'embarque dans ce type d'études pour se rassurer, mais ce n'est pas forcément ce que l'on aime faire. Moi j'espère travailler dans la mode, ou faire des reportages, car j'adore voyager. »

## DAMIEN, 29 ANS,

Damien a passé le barreau en 2017. Cinq ans après avoir travaillé dans des cabinets d'affaires les plus prestigieux, il abandonne son poste pour passer le concours de professeur des écoles.

« Déjà au lycée, j'avais envie d'être prof. Mais mes parents, mon entourage, m'ont poussé à faire de longues études, et me répétaient « *tu pourras plus facilement être avocat puis prof que l'inverse* ». Je n'ai pas réfléchi, je me suis laissé porté jusqu'à cet emploi dans un des plus gros cabinets d'affaires parisiens. Un monde qui ne me correspond pas du tout, des supérieurs qui ne vivent que pour travailler. Depuis 5 ans, je conseille des grosses entreprises, mais je n'aide pas la société, je ne sais pas pourquoi je me lève le matin. J'ai eu pendant un an la charge de dresser un chien guide, afin qu'il soit placé ensuite auprès d'une personne handicapée. Et là, je me suis senti utile. J'ai discuté avec de nombreux profs avant de m'inscrire en prépa pour passer le concours, et justement c'est souvent la première chose qu'ils me disaient : « *le matin, on sait pourquoi on se lève !* ». Je veux être professeur des écoles, car c'est dès le primaire que certains enfants décrochent, donc c'est là que je peux avoir un impact. Je vais passer d'un revenu de 4 500 euros net mensuel à 1 400. Mais j'ai eu le temps de m'acheter un appartement à Paris, et une maison en Bourgogne, donc tout va bien. Si ma compagne n'était pas coincée par son boulot à Paris, je partirai vivre en province. J'en ai marre de payer une fortune pour boire un verre, acheter trois légumes. En fait, je vis au-dessous de mes moyens. Je me fiche d'acheter un carré Hermes ou un costume Dior ! Je trouve cela plus prestigieux d'être instituteur, cela a plus de valeur à mes yeux que le métier que j'exerce actuellement. Je paye ma formation avec mon CPF. J'ai des cours deux samedis par mois, et le reste en E-learning. J'espère réussir le concours. Avec mes études de droit j'ai appris à apprendre, et je suis hyper motivé, même si je suis stressée par l'épreuve de grammaire. Cette matière, pour moi, c'est un cauchemar... »



# POUR EN SAVOIR PLUS

## ECHANGES SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Devenus pour certains de véritables médias sociaux, ces réseaux permettent de créer une page profil et de partager des informations, photos et vidéos. Les dérives en sont connues : Cyber-harcèlement, dévalorisation de l'image de soi ... Les plus jeunes y sont particulièrement vulnérables. Comment s'en prémunir ?

### RÉFLÉCHISSEZ AVANT DE PUBLIER

- Maîtrisez les éléments diffusés sur les réseaux, donnez le minimum d'informations personnelles.
- Vous êtes responsables de ce que vous publiez en ligne, veillez à modérer vos propos.
- Ne publiez pas de photos gênantes de vos amis, votre famille ou de vous-même.
- Paramétrez vos profils afin de garder la maîtrise des informations que vous souhaitez partager.

### PROTÉGEZ VOS DONNÉES PERSONNELLES

Un nom, un prénom, un n° de tél, une adresse physique ou mail, un identifiant, une photo ... Toutes ces informations, qui permettent de vous identifier, sont des données personnelles. Vous avez consenti à en communiquer certaines, mais il faut savoir que vous gardez des droits sur elles.

Vous pouvez accéder à ces données pour en contrôler l'exactitude et au besoin, les faire rectifier ou effacer. Concrètement, vous pouvez par exemple obtenir la suppression d'un contenu gênant ou inutile visible sur un réseau social auprès du site ou sur l'application. Ces démarches sont gratuites.

### LA RÉGLEMENTATION CONCERNANT LES MINEURS

Les mineurs ont des pratiques numériques largement autonomes. Ils sont très présents sur les réseaux sociaux. Ils sont particulièrement vulnérables à la fois du fait des contenus mis en ligne par d'autres personnes, mais également du fait de ce qu'ils peuvent être amenés à publier eux-mêmes sur le site, comme les informations personnelles et les photos.

La réglementation encadre les utilisations en fonction de l'âge et prévoit des droits spécifiques pour les mineurs :

En France, il est interdit de créer son compte sur un réseau social avant 13 ans. Pour les 13-14 ans, le consentement des parents est requis, conjointement à celui du mineur. A partir de 15 ans, les adolescents peuvent consentir seuls à la création d'un compte sur un réseau social.

Sur le formulaire de collecte des données, le site ou l'application doit informer le mineur : des raisons pour lesquelles ses données sont collectées, de l'identité des destinataires ; du caractère obligatoire ou facultatif des champs à remplir ; de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition à la collecte et à l'utilisation de ses données.

S'agissant d'un mineur, l'accord parental est nécessaire pour recueillir des données sensibles ou utiliser des données en vue d'une prospection commerciale.

Il existe de plus un droit à l'oubli spécifique pour les mineurs. Un internaute âgé de moins de 18 ans au moment de la publication ou de la création d'un compte en ligne peut directement demander au site l'effacement des données le concernant et ce, dans les meilleurs délais.

# DES PROJETS ET DES HOMMES



PROJET

## LA PREMIÈRE ÉCOLE INCLUSIVE DES MÉTIERES DU BÂTIMENT

**Et pourquoi pas des plombières, plutôt que des plombiers ? Une nouvelle école ouvre à Lyon, qui formera en priorité les femmes aux métiers d'électricienne, de plombière, de menuisière....**

Romain Bérodiér fait partie de ces jeunes ultra diplômés (double cursus Hec Paris/école de commerce à Barcelone), qui aura essayé de s'intégrer dans un grand groupe (Suez) mais quitté rapidement une structure jugée trop rigide dans laquelle il lui semblait impossible de s'épanouir et d'avoir un réel impact sociétal. Il imagine d'abord créer une plateforme pour sensibiliser les artisans aux enjeux de l'environnement, mais s'aperçoit vite que la principale préoccupation de ce secteur, c'est le recrutement : il manque 150 000 artisan-e-s du bâtiment en France ! Et seulement 2% des artisan-e-s sont des artisanes... Et voilà comment est né le projet d'une école de formation non pas réservée exclusivement aux femmes, mais conçue pour les accueillir dans les meilleures conditions.

Pragmatique, Romain réalise d'abord des entretiens avec plusieurs artisan-e-s, pour identifier les freins qui empêchent les filles et jeunes femmes de se tourner vers ces filières, puis voir sur quels leviers il est possible d'agir. Il constate que les enseignant-e-s ne leur proposent pas ces métiers « concrets et rémunérateurs alors qu'ils sont un formidable vecteur de réussite professionnelle et de développement personnel ». De plus dans les centres de formation il y a tellement de garçons pour si peu de filles qu'il leur est difficile de s'intégrer et de se sentir légitimes dans ce milieu. Et les rares femmes qui vont en entreprises n'y trouvent généralement ni vestiaires, ni sanitaires, qui leurs soient réservés.

Dans la future école Zaha – qui porte le nom de la première femme lauréate du prix Pritzker d'architecture en 2004, Zaha Hadid – les femmes seront volontairement surreprésentées. Chaque élève sera suivi-e- par un-e mentor et on donnera aux jeunes femmes des outils pour leur permettre de gérer une remarque sexiste sur un chantier, de déconstruire le syndrome de l'imposteur, bref de se sentir à l'aise et épanouie dans leur job ! L'école a commencé à nouer des partenariats avec des entreprises sensibilisées aux questions du genre.

*« La diversité et la mixité sont des richesses pour notre monde, en particulier pour le bâtiment, estime Romain. Sans être militants, nous créons un cadre dans lequel tout le monde peut s'épanouir ».*

La première formation de CAP Monteuse Installations Sanitaires (ndlr : plomberie) démarre en novembre, avec 15 élèves, dont 80% de femmes. L'ambition est de former 1 000 apprenantes et apprenants par an en 2025.

Pour en savoir plus sur l'Ecole Zaha : <https://ecole-zaha.notion.site/>

Pour en savoir plus sur notre parcours de formation : <https://bit.ly/39FpWPv>





## PORTRAIT

### AURÉLIE MOY, HORS DES SENTIERS BATTUS

**Aurélié Moy a un brillant parcours scolaire du lycée Henri IV à Polytechnique, mais aujourd'hui c'est dans un lieu de vie collectif, le Château Pergaud dans la Drôme, qu'elle se sent bien. C'est de là qu'elle télétravaille, pour concilier vie professionnelle et vie personnelle.**

Il ne lui aura fallu que quelques années pour totalement s'éloigner de la voie royale qui lui était tracée. Embauchée à « Pur projet », une société qui propose aux entreprises de compenser leur empreinte carbone en plantant des arbres, elle estime rapidement que ces projets d'agroforesterie légitiment un modèle destructeur sans s'attaquer aux racines du problème. « *Et puis j'étais dans Paris : trop de monde, et surtout des inégalités sociales trop flagrantes dans cette ville où l'extrême opulence côtoie l'extrême pauvreté.* »

Elle quitte son poste et convainc ses parents, qui travaillent dans le milieu de la finance et des assurances, de mettre à disposition un terrain familial de 3 500 m<sup>2</sup> à St Briec, pour y installer des Tiny houses. Le premier village français de petites maisons portatives, construites avec des matériaux écologiques, compte aujourd'hui une vingtaine de « Tiny ». Peu d'espace, et juste ce qu'il faut de confort, pour que l'empreinte écologique des habitants reste minime, ces maisons permettent de se loger sans artificialiser les sols...

Dans le même temps, elle s'engage en politique, est élue en 2020 conseillère municipale et d'agglomération, pour « *porter la voix de l'urgence écologique aux oreilles de la politique locale* ». Mais déçue de voir des personnes voter à l'encontre de leurs convictions pour des raisons partisans, et saisie d'un sentiment d'impuissance, elle démissionne et crée avec un ami l'agence 21-22 de « redirection écologique ».

« *Nous conseillons les entreprises pour les aider à tenir compte des limites planétaires, explique t-elle. Par exemple Tediber, fabricant de matelas, que nous avons accompagné pour concevoir un nouveau matelas composé uniquement de matières circulaires ou le verrier Verallia que nous guidons petit à petit vers le réemploi. L'urgence écologique exige un changement rapide des modèles économiques des entreprises* ».

Pas de locaux, pas de coût fixes de salaires puisque tous les collaborateurs de l'agence sont auto-entrepreneurs, pour ne pas avoir besoin de faire rentrer des missions « juste pour l'argent », et permettre à chacun de travailler à son rythme. Un mode de vie et de travail idéal ? « *Je reste pessimiste sur l'état du monde, mais on ne pourra pas dire qu'on a pas essayé* », conclue la jeune femme.





## L'ENTREPRISE

### TOM ET JOSETTE :

### UN PONT ENTRE LES GÉNÉRATIONS

**Permettre aux jeunes enfants et aux personnes âgées de partager du temps au quotidien, pour mieux vieillir et bien grandir : c'est le principe du premier réseau de micro-crèches institutionnelles qui se développe en France, à l'initiative de deux jeunes femmes.**

**L'**une, Pauline Faivre, est psychologue ; l'autre, Astrid Parmentier, a fait HEC, et toutes deux se sont rencontrées au sein du master HEC entrepreneurs. Elle ont fondé il y a deux ans Tom et Josette, un réseau de micro-crèches implantées dans les lieux de vie des personnes âgées : Ehpad, résidence autonomie, maison de retraite. « *Nous sommes toutes les deux issues de familles nombreuses, et nous avons toutes les deux l'expérience de grands parents accueillis en Ehpad, explique Astrid. J'emmenais mes petits neveux et nièces voir ma grand-mère, et il était tellement évident que ces visites lui apportaient de la vie ! Par ailleurs en France environ 50 % des demandes de places de crèches ne sont pas satisfaites. C'est ainsi que l'idée a germé de créer des micro-crèches là où vivent les personnes âgées, avec l'objectif de reconnecter les générations* ».

Mais ce projet n'est pas seulement bénéfique pour les personnes âgées, il l'est aussi pour les enfants ! Ils apprécient d'être avec des personnes qui ont du temps pour les écouter et ne leur mettent aucune pression.

Sept micro-crèches ont déjà ouvert au sein de maisons de retraite à Rennes, dans la périphérie de Bordeaux, Montussan, Albi, Brest, L'houmeau, Laval, et Vourles (69) qui peuvent accueillir jusqu'à 12 enfants dans des espaces sécurisés, encadrés par des professionnel(le)s diplômé(e)s de la petite enfance. Plusieurs fois par semaine, enfants et résidents se rencontrent pour participer ensemble à des activités simples et ritualisées : lecture de contes, jardinage, goûters, musique, cuisine...

L'obstacle le plus compliqué à surmonter a été le recrutement. Les métiers de la petite enfance sont mal payés et dévalorisés. Les fondatrices de Tom et Josette ont donc mis en place une politique managériale totalement novatrice. Elles proposent aux personnes embauchées, que ce soit aux postes de puéricultrices ou de directrices de crèche, d'élargir leur fiche de poste au-delà des compétences habituellement requises et de travailler quelques heures de plus, en étant rémunéré en conséquence, sur des tâches adjacentes. « Par exemple, la directrice de la crèche de Rennes nous aide à identifier de nouvelles opportunités d'implantations, et a déjà rencontré près de 50 responsables d'Ehpad dans la région, explique Astrid. D'autres salarié(e)s, peuvent s'investir dans des tâches de communication, dans le recrutement. L'idée est de décentraliser le plus de fonctions possibles, pour avoir un siège social réduit au minimum. Cela doit nous permettre de revaloriser les salaires, pour payer à terme nos salarié(e)s 20 % de plus que le prix du marché actuel ».

Autre exemple : l'équipe avait du mal à recruter du personnel pour l'ouverture de la crèche de Lyon, mais une salariée qui connaissait l'école de puériculture locale a parlé du projet et suscité une avalanche de candidatures... « Dans notre organisation, les équipes se sentent bien, car elles sont valorisées, et accompagnées pour élargir éventuellement leur champ de compétence, poursuit Astrid. Nous faisons aussi un

gros travail auprès des employeurs, pour les inciter à participer au financement des places de crèches de leurs salarié(e)s ». Depuis 2004, les entreprises sont fortement incitées par la fiscalité à accompagner la parentalité en entreprise. Ainsi, l'employeur ne paie que 22 % du prix de revient d'une place en crèche. Les tarifs de Tom et Josette sont alignés sur ceux d'une crèche privée, de 800 à 1 000 euros par mois, 300 euros environ si le salarié est aidé par l'employeur. « En région, ce dispositif est peu connu et certains employeurs estiment que seules les salariées femmes sont concernées, et ne jugent pas utile d'en parler avec leurs employés masculins ! », s'étonne Astrid.

Changer les mentalités en terme d'égalité hommes-femmes, promouvoir une pédagogie qui favorise le lien social intergénérationnel, et avoir une politique plus équitable et mieux rémunérée en terme de conditions de travail : les fondatrices de Tom et Josette sont sur tous les fronts !

Une quinzaine d'ouvertures sont prévues en 2023, avec l'objectif d'une centaine de crèches en 2026. L'entreprise a déjà levé 1,3 million d'euros dont 700.000 euros en capital et le reste en dettes bancaires, et pense atteindre l'équilibre dès l'été prochain.

<https://www.tometjosette.fr/>





**Parce qu'ensemble,  
on est plus forts pour  
faire vivre nos territoires  
et faire croître nos idées  
ensemble, affirmons  
avec fierté**

**#jadhere**

**à Familles Rurales**

**Familles  
rurales**  
*Vivre mieux !*